

La triple contrainte du chercheur en Sciences Humaines et Sociales: Cas du Liban

Georges N. NAHAS
Université de Balamand
Professeur en Sciences de l'Éducation

Introduction

a. L'Enseignement Universitaire au Liban

Fortement établie depuis le dix neuvième siècle, la tradition de l'Enseignement Supérieur au Liban fut un des moteurs de la renaissance du Monde Arabe aussi bien au niveau des sciences dures qu'au niveau des sciences humaines particulièrement les Lettres et les Langues. C'est aux universités du Liban que l'on doit nombre de remise en cause de l'utilisation de la Langue Arabe, de l'étude critique de la Littérature Arabe alors que des poètes et des romanciers écrivaient dans différentes langues introduites par ces universités, en particulier l'Anglais et le Français.

b. La crise politique

Le Liban, depuis son indépendance en 1943 est passé par plusieurs crises politiques qui débouchaient parfois sur des conflits internes plus ou moins graves. Mais c'est le conflit qui a débuté en 1975 et qui a duré 17 ans qui fut le plus meurtrier et qui eut des conséquences structurelles qui ont influencé le Liban de nos jours. Malgré le fait que les universités n'ont pas pu être des bastions pour subjuguier ce conflit ou pour l'empêcher, mais c'est dans les murs de certaines universités que s'est préparée et se prépare toujours la relève de demain.

c. L'environnement arabe et l'ouverture internationale

N'empêche qu'il est important de noter ici, que malgré le fait que le Liban soit le plus petit des pays arabes et le moins peuplé, son influence dépasse de loin son volume à cause de l'atmosphère de Liberté qui y a prévalu et qui fait que jusqu'aujourd'hui, c'est au Liban que règne l'atmosphère qui peut permettre le mieux à l'esprit de recherche de se développer. Evidemment, cela ne veut pas dire que nous ne subissons aussi les influences négatives d'un monde environnant qui va parfois dans le sens de la rigidité ; mais l'ouverture de nos universités qui a permis à nombre de nos diplômés de se former à l'étranger fait qu'il y a au Liban un noyau dur d'universités et de chercheurs qui essaient de sauvegarder une spécificité dont l'importance dépasse les frontières de la nation.

C'est dans cette conjoncture que les efforts de renouveau sont déployés par les responsables universitaires. Ces efforts, qui ne sont pas toujours politiquement soutenus par le système en cours, sont portés principalement par des professeurs et des chercheurs, appartenant aussi bien aux institutions publiques¹ que privées², conscients de l'importance du rôle qui leur incombe.

¹ Il n'y a au Liban qu'une seule université publique. Toutes les autres institutions d'enseignement supérieur sont des organismes privés.

Evidemment, comme leurs collègues de par le monde, les chercheurs arabes en général et libanais en particulier, souffrent des retombées de la crise mondiale au niveau des finances, de la valorisation du rôle que les Sciences Humaines et Sociales dans le développement humain des personnes et des peuples. Mais d'autres écueils entravent l'avancée des recherches dans cette région du monde et au Liban en particulier. C'est sur ces contraintes que mon intervention se propose d'attirer votre attention.

La visibilité internationale : une première contrainte

a. L'indispensable présence au niveau mondial

Pour un pays comme le Liban, la visibilité de ses institutions d'enseignement supérieur au niveau mondial est incontournable. En effet, nombre de nos diplômés travaillent dans des compagnies internationales, ou enseignent dans de grandes universités européennes et américaines, ou sont de proéminents chercheurs publiés dans de grandes maisons d'édition. Ceci est vrai aussi bien dans les sciences dures que dans les sciences humaines et sociales. Le jour où nos institutions perdront cette visibilité, un changement en profondeur s'opèrera et qui aura des retombées aussi bien au niveau humain qu'au niveau économique.

b. Les critères internationaux et leurs retombées sur la vie des institutions

C'est pourquoi, au Liban, nombre d'universités ont toujours respecté les critères internationaux en accommodant leurs cursus et leur vie académique aux exigences de qualité de ces critères. Preuve en est la multitude d'accords que nos institutions ont avec des universités de renommée internationale, les projets de recherche en commun établis entre les laboratoires spécialisés, et les co-diplomations qui ont cours.

Un bienfait certain de ce souci de se confirmer aux critères internationaux de qualité dans de telles institutions est de se comparer non pas au monde universitaire ambiant qui subit des pressions politiques depuis des dizaines d'années, mais aux universités productrices de connaissance afin que le Liban devienne la locomotive dont l'enseignement supérieur de la région a besoin.

c. Le fameux «Publie ou Disparais» et la pression ainsi créée sur les chercheurs

Mais il ne s'agit pas seulement de bonne volonté. La mondialisation a créé un nouveau paradigme qui fait que l'évaluation de la productivité des universités et des universitaires est de plus en plus sujette à des références quantitatives qui ne prennent pas toujours nécessairement en compte des aspects qualitatifs, surtout quand ces derniers ont une dimension locale. La Francophonie a, depuis des années, essayé de pallier à ce problème en créant des publications orientées vers les pays en voie de développement. Mais il n'empêche que la reconnaissance de telles publications reste limitée.

Le fameux dicton américain «Publie ou Disparais» rend parfaitement compte de l'esprit qui règne et qui fait que nos chercheurs en sciences humaines et sociales se trouvent souvent acculés à s'intéresser aux priorités

² Avant 1996 toutes ces institutions étaient à but non lucratif. Les institutions les plus anciennes du pays, et il y en a dix, sont celles qui portent de fait la responsabilité du maintien de la qualité des formations offertes.

des journaux internationaux laissant de côté les priorités locales ou régionales. Nous nous mettons ainsi à la recherche des axes d'intérêt des autres pour garder une visibilité qui nous est indispensable³.

d. Le modèle anglo-saxon et sa non-unanimité

Or il me semble que le modèle anglo-saxon qui prévaut actuellement, et que certaines de nos universités sont presque obligé de l'adopter, ou tout au moins de le prendre en considération, n'est pas un modèle qui fait l'unanimité. Des efforts européens sérieux voient le jour au niveau organisationnel⁴, mais au niveau des chercheurs individuels, nous sommes encore loin du compte. D'ailleurs même le vocabulaire utilisé pour juger de la qualité des recherches n'a pas droit de cité⁵.

De grands pays peuvent se payer le luxe de la non-conformité et peuvent face à cette non-unanimité à cause de l'homogénéité et de la force intrinsèque au système national. Mais dans un pays comme le Liban, nos choix sont très limités et de fait nos départements de sciences humaines et sociales sont en train d'en pâtir.

e. La non-applicabilité dans des pays comme le Liban.

Malgré leur bonne volonté, les universités qui insistent à se promouvoir de critères de qualité qui leur assure, ainsi qu'au Liban, une visibilité internationale se retrouvent devant deux choix difficiles :

1. Adopter une politique de conformisme débouche sur une politique de recherche en Sciences Humaines et Sociales de faible intérêt local et/ou régional, dont un corollaire évident est le manque d'effectifs intéressés à rejoindre ces départements et une émigration des cerveaux vers les universités européennes ou américaines.
2. Se libérer des contraintes des références internationales ce qui se traduit, en l'absence de masse critique de chercheurs locaux formés à la rigueur dans les domaines de ces sciences et en l'absence d'une tradition d'évaluation stricte et objective par les pairs, à une remise en question du niveau académique des départements concernés.

Dans tous les cas, en l'absence d'alternatives régionale ou nationale, et malgré toutes les questions sur la pertinence des modèles anglo-saxons envahissants, les chercheurs sont en train de payer le prix fort.

La demande du marché de travail : une seconde contrainte

a. La valorisation des disciplines technologiques dans un marché de travail mondialisé

³ Un exemple à ce propos est la linguistique arabe et son informatisation. De grandes universités dans le monde s'intéressent maintenant à ce sujet et des équipes d'informaticiens et de linguistes se penchent sur le sujet et trouvent évidemment les fonds nécessaires pour travailler et publier. Mais de tels exemples ne font pas foule.

⁴ Le « multiranking » est un exemple qui a l'avantage de pouvoir mettre en évidence les aspects positifs qui font la force de chaque institution.

⁵ Tout le principe de « l'impact factor » qui sert actuellement pour valoriser certaines publications scientifiques n'existe pas dans certaines spécialisations et en particulier dans notre région. Comment donc faire une évaluation de la productivité de nos chercheurs par référence à ce critère ?

La seconde contrainte pour un pays comme le Liban et son système universitaire est représentée par la demande de travail des marchés émergents globalisés. En effet, la forte demande vis-à-vis de la technologie et des sciences appliquées a relégué les Sciences Humaines et Sociales au bas de l'échelle des priorités des étudiants. Localement et régionalement, il peut sembler qu'à part la filière de l'enseignement, peu lucrative en général, les débouchés sont rares. Les gouvernements n'ont pas de politique de valorisation et de soutien, les universités sont incapables d'assurer la pérennité de centres de recherche de grande envergure, les projets internationaux restent, malgré leur importance, limités dans leur durée. Autant de facteurs qui créent un malaise certain et un problème de croissance et de continuité dans ces départements.

b. La crise financière qui vient accentuer les effets du conflit interne

La crise financière a joué ici un rôle prépondérant. En effet, les universités se sont vues obligées de reconsidérer leurs budgets en tenant compte des retombées de cette crise sur le soutien de leurs programmes surtout dans ces domaines.

En effet, les bailleurs de fond sont plus intéressés par les filières des sciences appliquées ou des filières technologiques dans le cadre de partenariats internationaux et sous l'égide d'établissements ayant une renommée bien établie. Alors que les gouvernements locaux sont peu enclins, et incapables parfois, de financer les recherches en Sciences Humaines et Sociales d'intérêt régional et local, les organismes internationaux financent de temps à autre certaines recherches qui cadrent avec leur intérêt ou leurs plans et s'appuient pour cela sur des chercheurs locaux mais en nombre limité.

Ceci explique le changement de paradigme qui découle de cet état de fait dans l'échelle de priorité des institutions d'enseignement supérieur. Et si ce n'était le respect que maintiennent certaines universités vis-à-vis de leurs chartes et de leurs objectifs, le nombre de recherches pertinentes menées au Liban se retrouverait encore plus réduit.

c. L'émigration en conséquence des chercheurs et la problématique de la qualité

Cette atmosphère qui prévaut maintenant depuis plusieurs années a mené à la création d'un cercle vicieux : Un affaiblissement de la demande et du soutien financier, qui débouchent sur un recul de la qualité des services offerts et de la recherche menée. Or ce recul n'encourage ni les étudiants à aller dans de telles spécialisations, ni les bailleurs de fond à soutenir de tels programmes. Les chercheurs se trouvent ainsi devant un fait accompli qui est aggravé par l'absence de réseaux internationaux capables de soutenir leurs efforts à travers des projets de grande envergure et d'offrir des alternatives au niveau de la flexibilité des échanges, la perméabilité des formations, et la multidisciplinarité des départements.

La langue de la recherche : Une troisième contrainte

a. L'intérêt récent, local et/ou régional, aux recherches en Sciences Humaines et sociales

Ces quelques dernières années un regain d'intérêt local et régional s'est fait sentir. En effet, des instances comme l'UNESCO et son bureau régional au Liban, ont commencé à commanditer des recherches pour

répondre au besoin urgent d'avoir des études pouvant servir de référence aux niveaux des Sciences Humaines et Sociales, particulièrement en Education et en Sciences Sociales. De plus le CNRS libanais, ainsi que le programme franco-libanais CEDRE acceptent maintenant de financer des recherches dans ces domaines. Cet intérêt naissant est évidemment une raison évidente pour encourager nos chercheurs locaux à poursuivre des travaux originaux dans ce sens.

b. L'importance de la langue de la recherche et de la publication pour leur pertinence et leur impact

Mais de telles recherches ne sont intéressantes que si elles sont faites et publiées en langue arabe afin de leur assurer l'impact nécessaire au niveau sociétal. En effet nos pays ont besoin de telles études pour revoir de façon critique nombre de politiques qui ont cours aujourd'hui, et ceci ne peut avoir lieu tant que le public n'est pas au courant de tels travaux, de leur importance, et de la priorité de les prendre en compte⁶. C'est pourquoi il est indispensable que ces recherches soient publiées en Langue Arabe. Ceci s'applique aussi aux travaux des chercheurs, surtout en Lettres et Langue Arabes, Sociologie, Psychologie, Sciences Politiques et Education.

D'où la troisième contrainte à laquelle les chercheurs doivent faire face, à savoir la reconnaissance scientifique de leurs travaux. Tenant compte de l'importance du premier facteur et des politiques de visibilité adoptées par les institutions universitaires, et des possibilités réduites d'avoir les financements nécessaires pour mener de telles recherches, cette dernière contrainte devient un écueil.

c. Reconnaissance et valorisation: problèmes de qualité, d'évaluation et de traduction

En effet, le chercheur qui tient à publier en langue arabe doit faire face à plusieurs problèmes souvent d'ordre structurel. Certaines associations de chercheurs⁷ ont essayé de contourner ces difficultés grâce à leurs efforts intrinsèques ; mais cela ne résout pas vraiment les problèmes au niveau local ou régional, surtout par rapport aux institutions pour lesquelles seule la reconnaissance internationale (et plutôt anglo-saxonne) compte. La reconnaissance et la valorisation des travaux des chercheurs en Sciences Humaines et Sociales butent surtout contre les trois problèmes suivants :

1. Celui de la qualité ; en effet tous les chercheurs ne sont pas conscients de l'importance des critères internationalement adoptés pour la reconnaissance des recherches originales scientifiquement menées. Nos milieux de chercheurs connaissent un certain relâchement à ce niveau et ceci se répercute sur la communauté des chercheurs qui publient en langue arabe.
2. Celui de l'évaluation ; en effet, l'évaluation par les pairs, quoique théoriquement admise et considérée comme indispensable, n'est pas toujours appliqué avec rigueur. Les autres contraintes précitées servent parfois de raison pour faire régner une atmosphère de

⁶ L'évaluation du curriculum national commanditée par l'UNESCO en l'an 2000, et l'étude de l'état des lieux de l'Enseignement Supérieur au Liban, sont deux exemples de ce type d'études entreprises.

⁷ Comme l'Association Libanaise des Sciences de l'Education, fondée au début années 90 à Beyrouth.

facilité pour ne pas bloquer les carrières académiques des enseignants chercheurs. Mais de fait ceci se traduit finalement par un questionnement de la valeur des recherches entreprises.

3. Celui de la traduction ; en effet, la Francophonie avait adopté dans le temps la publication des recherches dans les deux langues afin d'élargir l'éventail de ses lecteurs dans la communauté scientifique. Mais même ceci est difficile dans nos pays car en Sciences Humaines et Sociales, les intérêts locaux prennent le pas et les lecteurs internationaux peuvent ne pas trouver dans ces publications de quoi répondre à leurs attentes académiques.

Tout ceci explique pourquoi le choix des chercheurs se trouve guidé par des contraintes dues à des facteurs extérieurs à leurs institutions et indépendants de leurs intérêts personnels. Et ceci explique aussi la difficulté de créer un environnement adéquat pour soutenir les chercheurs dans leurs efforts personnels.

Cette dernière contrainte ferme ainsi la boucle mettant les chercheurs devant des choix difficiles alors que le vide académique s'élargit dans l'absence d'une politique de soutien, d'une valorisation de la qualité et d'une stratégie visant à créer des emplois adéquats.

Conclusion

Petit pays, mais avec un passé particulièrement riche dans le cadre de l'enseignement supérieur, le Liban est sorti de sa crise interne en pleine crise internationale et les trois contraintes précitées pèsent lourdement sur ses chercheurs en Sciences Humaines et Sociales. Ni le système éducatif national, ni les institutions privées ne se rendent compte du malaise profond des chercheurs dans ces domaines qui, malgré leurs efforts d'établir des forums associatifs locaux pour valoriser leurs recherches, restent incapables de lever le défi qui leur est imposé. D'autre part, l'UNESCO (international ou par le biais de ses bureaux régionaux) et la Francophonie déploient beaucoup d'efforts pour créer des réseaux thématiques d'aspect associatif. De tels réseaux ont en effet un impact positif évident, mais ils ne font pas nécessairement face à la complexité du statut des chercheurs dans ces domaines.

D'où l'importance de forums internationaux qui peuvent donner l'alerte et proposer des solutions en insistant sur l'aspect fondamental de ces recherches et sur leur importance pour tous les pays dans leurs efforts de développement humain, développement appelé à se faire dans le respect de la culture et de la spécificité humaine et sociale de chacun.

Pour terminer je me permets de dire que, dans un pays comme le Liban, c'est un état d'urgence. Et j'espère que des solutions pratiques concertées peuvent être mises en œuvre afin que la communauté scientifique soutienne nos efforts pour le bien de tous.